

Avant les élections européennes, la Politique agricole commune au ras des champs

© 14/04/2019 |  Terre-net Média

Guillaume, adepte de l'agriculture conventionnelle, n'y « arrive pas » sans aides européennes ; Rémi, converti au bio, voudrait que la politique agricole commune prenne un virage vert... Rencontre avec deux agriculteurs français qui, chacun à sa façon, attendent beaucoup de l'Europe.

« Ici, du blé. Là, de la coriandre, et à côté, une jachère ». Comme chaque printemps, Guillaume Lefort s'affaire sur son ordinateur. Sur un plan numérisé, parcelle par parcelle, il inscrit ce qu'il a semé, pour remplir sa demande de **subvention européenne**. Dehors, sous le hangar, ses tracteurs sont au garde-à-vous. Trois gros conteneurs circulaires en plastique bleu, destinés à stocker des engrais liquides, sont plantés dans la cour de la ferme de 250 hectares, à 75 kilomètres au sud de Paris. L'agriculteur, proche de la principale organisation agricole en France, la FNSEA, défend la **Pac** avec passion, à l'heure où les aides versées aux agriculteurs européens pourraient fondre. Politique européenne historique, la Pac doit voir son poids diminuer dans le budget total de l'Union Européenne : 5 % en moins entre 2021 et 2027 par rapport au cadre en cours (2014-2020), soit 365 milliards d'euros, selon une proposition de Bruxelles. Et le départ prévu de la Grande-Bretagne n'arrange rien à l'affaire.

« Assurance »

« Sans aides Pac, on n'y arrive pas, ce n'est pas possible », estime le jeune homme, installé depuis neuf ans. Il souhaite surtout le maintien d'un « **Droit à paiement de base** (DPB) fort », c'est à dire le maintien d'aides directes à la production. « C'est ma première assurance, qui correspond au paiement pour un hectare de culture, or ce DPB diminue d'année en année », s'inquiète Guillaume Lefort, pour qui « en agriculture, aucun système d'exploitation dans le monde ne peut perdurer sans aide publique ». En première ligne sur le front des guerres commerciales mondialisées, tous les paysans européens « ont besoin d'aide pour fonctionner », dit-il. Qu'ils produisent « du lait, de la viande, des céréales ou du chanvre », qu'ils soient « en agriculture conventionnelle, de conservation des sols ou en bio ».

Dérive

Il craint que la **Pac 2021-2027**, qui doit être finalisée après le scrutin européen, ne reste pas « commune », et finisse par « renforcer les concurrences entre pays ». Par dessus tout, il demande une égalité des contraintes environnementales de part et d'autre des frontières. « Cette année nous n'avons pas eu droit aux néonicotinoïdes (insecticide dangereux pour les abeilles interdit en France, NDR) sur les betteraves alors que les Belges ont bénéficié d'une dérogation, ils produiront plus de betteraves moins cher que nous ». Ces remarques ont le don d'irriter d'autres agriculteurs, qui voudraient installer la future Pac au cœur d'une **transition écologique et alimentaire**. Car en 60 ans, l'Europe nourricière s'est aussi construite au prix d'une dégradation de la biodiversité. Le collectif français « Pour une autre Pac » composé d'une trentaine d'organisations paysannes plutôt classées à gauche, d'ONG de protection de l'environnement et du bien-être animal, d'organisations de solidarité internationale et de consommateurs, dénonce les dérives : surproduction, effondrement des cours, gaspillage, opacité et inégalités. La fondation Heinrich Böll a calculé que 20 % des exploitations européennes touchaient 80 % des subventions Pac.

Qualité

Chez Remi Seingier, agriculteur bio de 33 ans installé comme Guillaume Lefort en Seine-et-Marne, à Lumigny, la boutique à la ferme devrait ouvrir le 16 avril. « Pour les asperges ». Le jeune homme, qui a pris la suite de son père progressivement depuis 2015, a fait passer 38 hectares de la propriété en agroforesterie, un système de culture où des arbres et des haies sont plantés en ligne au milieu des champs pour la beauté du paysage, la biodiversité et surtout l'enrichissement des sols, usés par les engrais. « Je transforme toutes mes céréales en farine grâce à la meule d'un voisin, je fais six sortes de farines, des herbes aromatiques et des huiles » dit le jeune homme qui refuse le qualificatif « d'exploitant agricole ». « Je n'exploite pas la nature, je me suis axé sur la qualité et la transformation, même si les rendements diminuent, avec des circuits courts et locaux de distribution », explique-t-il. Lui aussi touche des aides Pac, même s'il n'a pas encore reçu les aides promises lors de sa conversion en agriculture biologique. Il aimerait surtout « un peu plus de lisibilité », comprendre quelles sont « les vraies priorités » de l'Europe agricole.